

**Retranscription de l'interview de Maya ATIG,  
Directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF),  
Invitée sur Europe 1 le 09 février 2022**

**LENAIG MONIER**

L'invitée éco comme chaque soir sur Europe 1 à 22h20. Et ce soir, nous parlons de la banque, de notre rapport à elle, de son rapport à nous aussi. Bonsoir Maya ATIG.

**MAYA ATIG**

Bonsoir Lenaig MONIER.

**LENAIG MONIER**

Vous êtes directrice générale de la Fédération bancaire française. Merci d'avoir accepté notre invitation un peu tardive, on va revenir sur l'étude qui a été menée par l'IFOP, les Français, leur, banque, leurs attentes. Première question après ces deux années de crise, comment l'image des banques est perçue par les Français ?

**MAYA ATIG**

Alors l'image des banques est une image de proximité, d'utilité et de solidité, ça, c'est important, parce que ce sont les trois éléments qui nous ont permis de pleinement accompagner l'économie dans la crise. Donc pour nous, c'est extrêmement intéressant que les résultats de ce sondage reflètent ça, et constatent que pour plus de 3 Français sur 4, avoir des banques fortes, c'est un atout pour l'économie.

**LENAIG MONIER**

Alors dans votre baromètre, il y a une large partie des Français qui semblent aussi attachés aux agences, aux conseillers bancaires, à l'humain, mais, paradoxalement, il y a aussi une offre digitale qui est un peu plus demandée, est-ce que c'est logique, comment vous analysez ça ?

**MAYA ATIG**

Oui, c'est tout à fait logique, parce que c'est complémentaires, en fait, depuis 15 ans et même beaucoup plus, les banques ont toutes développé des services à distance, les services digitaux, des services aussi tout simplement par téléphone au départ, et donc les Français savent qu'ils peuvent avoir à la fois la proximité physique, mais aussi la proximité digitale, avec l'accès à un conseiller ou l'accès à des services à distance, et du coup, pour 82 % des Français, le modèle idéal de banque, c'est un modèle qui est à la fois physique et digital. Mais, ils savent qu'ils peuvent faire beaucoup d'opérations en digital, des opérations simples, des virements ou des consultations, enfin, énormément d'opérations d'ailleurs, même plus complexes, et ils savent qu'ils peuvent accéder à du conseil pour des moments plus stratégiques, pour des projets de vie, pour des crédits, pour le lancement de leur entreprise ; ça a été le cas par exemple pour les PME, pour le soutien pendant la crise sanitaire. Donc finalement, c'est logique.

**LENAIG MONIER**

Oui, il y a une complémentarité effectivement. On constate également dans cette étude que la participation des banques à la vie locale, c'est reconnu par les Français à près de 88 %, mais alors ça tombe à 48 dès qu'on parle de l'intérêt général ; comment ça s'explique, là encore ?

**MAYA ATIG**

Alors la vie locale, 88 % de reconnaissance, c'est très fort, c'est assez simple, il y a un chiffre simple, il y a 36.000 agences sur tout le territoire, 36.000 communes, et puis, il y a des banques qui dans toutes les régions, tous les départements, tous les cantons, sont présentes pour la vie locale. Sur l'intérêt général avec un score plus faible, qui est tout de même de 48 %, ce qui est important déjà pour des entreprises privées, moi, je l'explique tout simplement par le fait que les Français considèrent encore que des entreprises privées, eh bien, elles ne sont pas majoritairement dans le sens de l'intérêt général, c'est peut-être plutôt une notion économique qu'une notion d'intérêt général qui importe, selon les Français.

**LENAIG MONIER**

Oui, alors quelques questions d'actualité, Maya ATIG, l'INSEE a prévu une accélération de l'inflation qui atteindrait 3 à 3,5 % dès le premier semestre. Là encore, quel impact pour les Français, quel impact pour leur épargne, je pense notamment au Livret A ?

**MAYA ATIG**

Alors, le gouverneur de la BANQUE DE FRANCE a conseillé de porter le taux du Livret A à 1 % dès le début du mois de février, tout simplement parce qu'il a anticipé sur le fait que l'inflation allait atteindre ce niveau, donc le taux du Livret A devrait, si je suis le raisonnement du gouverneur de la BANQUE DE FRANCE, rester stable. Je signale que 1 %, c'est un taux qui a doublé, donc par rapport à ce qu'il était précédemment, et qui, pour un produit très liquide, sans aucun risque et sans fiscalité, reste un taux d'intéressant avec ses caractéristiques.

**LENAIG MONIER**

Oui, et puis, c'est vrai que c'est le placement préféré des Français, donc ils sont très attachés effectivement à cette actualité. Comment va se dérouler la prochaine phase de remboursement des prêts garantis par l'Etat pour les TPE, pour les PME, est-ce qu'on peut s'attendre à des difficultés pour certaines entreprises ?

**MAYA ATIG**

Alors, je voudrais tout d'abord rappeler que les banques ont accordé des PGE aux TPE et aux PME pour 95 %, on a 90 % de toutes petites entreprises qui sont bénéficiaires de PGE, et puis, encore quelques pourcents pour des PME, donc on a vraiment des PGE qui ont été essentiellement accordés aux toutes petites et aux petites entreprises, c'est important. Premier élément, les remboursements, on y est déjà, 1 entreprise sur 6 a déjà remboursé son PGE, et si on inclut celles qui ont déjà commencé à rembourser depuis le printemps dernier, c'est 1 entreprise sur 2, et cela, sans difficulté dans l'immense majorité des cas. Donc là, progressivement, d'autres entreprises commencent à rembourser, à peu près la moitié va commencer à rembourser le printemps prochain, là, dans quelques semaines, on n'a aucun signal d'alerte sur la capacité de remboursement pour la très grande majorité d'entre elles,

et c'est pour ça finalement qu'on peut passer davantage de temps et consacrer davantage d'énergie à accompagner et à anticiper pour celles qui pensent qu'elles vont avoir plus de difficultés. Donc comme on le dit souvent, si les entreprises ont des inquiétudes, il faut vraiment qu'elles en parlent à leur banque. De notre côté, on ne voit pas de signal d'alerte, et nous avons pris l'engagement de trouver des solutions, de trouver le maximum de solutions pour les quelques milliers d'entreprises qui seront concernées, et puis, on a un accord avec le médiateur du crédit pour pouvoir, dans les cas de difficultés avérées, prolonger cette durée de remboursement. Et dans l'ensemble, on a peu d'inquiétudes, et on a surtout beaucoup d'énergie à consacrer à tous les clients.

**LENAIG MONIER**

Alors dernière question rapidement, la réforme de l'assurance emprunteur devrait être votée par le Parlement très prochainement, est-ce que ça va dans le bon sens pour vous ?

**MAYA ATIG**

Alors, nous, on a une conviction, c'est qu'il faut permettre un accès sécurisé au crédit immobilier, et il faut permettre un accès large et sécurisé au crédit immobilier, et ça passe aussi par des mécanismes d'assurance emprunteur protecteur ; le Parlement a décidé une réforme assez profonde de l'assurance emprunteur, de ses mécanismes, on fera tout ce qu'il faut dans l'application de cette réforme pour conserver cet objectif d'accès assez large, voilà, donc on va surtout travailler sur les modalités de cette réforme pour que l'accès large et important qu'on connaît aujourd'hui, avec un crédit immobilier qui est dynamique en France, et qui permet aux Français de réaliser leur projet, eh bien, pour que cette situation continue avec une assurance qui les protège aussi en cas de coup dur de santé.

**LENAIG MONIER**

Eh bien, ce sera le mot de la fin. Merci Beaucoup Maya ATIG. Je rappelle que vous êtes directrice générale de la Fédération bancaire française.

**MAYA ATIG**

Merci Lenaig MONIER.

**LENAIG MONIER**

Merci d'avoir d'avoir accepté notre invitation.